

*African Customs Union Agreement.* Autre initiative des plus controversées, Pretoria a offert de céder au Swaziland une partie des Bantoustans sud-africains de Kangwane et de Kwazulu. Comme on pouvait s'y attendre, le Swaziland a signé en février 1982 un pacte secret de non-agression avec l'Afrique du Sud. Le gouvernement du Swaziland a alors entrepris de bâillonner les membres de l'ANC et annoncé qu'une grande partie des exportations nationales emprunteraient désormais le nouvel itinéraire de Richard's Bay, et non plus la liaison ferroviaire avec le Mozambique.

Parallèlement, les États jugés hostiles par l'Afrique du Sud ont subi des assauts répétés de déstabilisation militaire et économique. Au cours des années 1982 et 1983, l'armée et les forces aériennes sud-africaines ont, d'une part, lancé des attaques directes contre les neuf États membres de la CCDA (à l'exception du Malawi et du Swaziland, pays "alliés" de Pretoria et de la Tanzanie, trop éloignée) et, d'autre part, carrément envahi d'importants secteurs du territoire angolais. Les premiers ministres du Lesotho et du Zimbabwe ont été victimes d'attentats.<sup>14</sup> Un bref embargo commercial total a été imposé au Lesotho, un autre État enclavé. L'Afrique du Sud s'est mise à promouvoir et a soutenir des groupes de rebelles qui ont semé le chaos en Angola et au Mozambique et causé au Lesotho et au Zimbabwe des désordres moins graves. Elle a également saboté les voies ferrées et les ports utilisés par les pays membres de la CCDA (sauf la Tanzanie) pour l'acheminement de leurs exportations et, enfin, elle a interrompu les approvisionnements pétroliers de tous ces pays, à l'exception du Mozambique et de la Tanzanie.

Ce sont toutefois l'Angola et le Mozambique qui ont essuyé les plus durs coups et, dans une moindre mesure, le Zimbabwe et le Lesotho. Même s'il était évident que l'Afrique du Sud cherchait à renverser les gouvernements de Luanda et de Maseru, elle a semblé préférer maintenir ceux du Mozambique et du Zimbabwe dans un état de faiblesse et de vulnérabilité — en vue de "modifier les comportements politiques, et non les structures".<sup>15</sup> En Namibie, les efforts déployés en vue d'en arriver à un règlement interne ont échoué en janvier 1982 et, alors que le régime cherchait une solution de rechange, les commandants de la SADF se sont mis à affirmer qu'ils étaient capables de venir à bout de la SWAPO sur le plan militaire.

Pendant toute cette période de déstabilisation, les États-Unis ont exercé sur tous les pays concernés de fortes pressions, plus particulièrement sur l'Angola et le Mozambique, pour les dissuader d'accorder asile aux membres de l'ANC. Ce dernier a appris que l'objectif de Washington était de supprimer toute trace de son existence en Afrique, "au sud du Caire".<sup>16</sup> Au milieu de l'année 1983, les États-Unis préconisaient, dans le cadre de leur doctrine de sécurité régionale, un rapprochement entre les différents États de l'Afrique australe.<sup>17</sup>

Les effets dissuasifs de la déstabilisation ont commencé à se faire sentir. Un pacte de non-agression a été signé avec le minuscule Swaziland et, à l'issue d'un raid sanglant mené en décembre 1982 par la SADF, le Lesotho a accepté à contrecœur d'expulser un grand nombre des membres de l'ANC. À la fin de 1983, le gouvernement du Zimbabwe était affaibli par de graves conflits sociaux, et l'Angola comme le Mozambique avaient subi de terribles dégâts matériels et politiques. Au début de 1984, au terme de

longues négociations, l'Angola et le Mozambique ont respectivement signé avec l'Afrique du Sud les Accords de Lusaka et de Nkomati.

#### 4) Mars 1984-fin 1985 : le triomphe de la Stratégie totale

L'Accord de Lusaka prévoyait le retrait progressif des troupes sud-africaines présentes en Angola, tandis que celle-ci s'engageait pour sa part à ne laisser ni la SWAPO, ni les troupes cubaines s'installer dans les zones évacuées. De nombreux observateurs ont vu dans cet accord le premier pas en direction d'un règlement surveillé par les États-Unis et susceptible de déboucher sur l'indépendance namibienne.

L'Accord de Nkomati était un pacte de non-agression. Le Mozambique a convenu de limiter la présence de l'ANC à une petite mission diplomatique, étroitement surveillée. L'Afrique du Sud s'est engagée à ne plus appuyer les rebelles du Mouvement national de résistance du Mozambique (MNR) et à concéder à ce dernier quelques-unes des "carottes" économiques de la Stratégie totale.

L'Accord de Nkomati a marqué un véritable triomphe pour l'Afrique du Sud. Pretoria avait toujours considéré la signature d'un pacte de non-agression comme le préalable indispensable à l'intégration d'un État à la CONSAS. Dans son discours de Nkomati, P.W. Botha avait d'une manière significative parlé de sa "vision" d'une "véritable constellation d'États en Afrique australe".

L'allégresse avec laquelle on a accueilli la signature de l'accord dans les capitales occidentales semblait annoncer pour l'Afrique du Sud la fin de vingt-cinq ans d'isolement international. En juin 1984, P.W. Botha a fait une tournée dans de nombreuses capitales européennes — chose inconcevable avant Nkomati. L'Afrique du Sud croyait que sa prétention au statut de puissance régionale ayant des intérêts légitimes à défendre était largement acceptée, et elle a vu dans l'Accord de Nkomati un cuisant revers, non seulement pour l'ANC, mais aussi pour les intérêts soviétiques en Afrique australe.

Au milieu de l'année 1984, le gouvernement sud-africain débordait d'une confiance qui frisait l'arrogance. Divers journaux nationaux ont proposé la candidature du ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, pour le prix Nobel de la paix. Certains ont proposé que le premier ministre P.W. Botha entreprenne une grande tournée en Afrique. Le spectre des sanctions semblait moins menaçant, la cote de crédit de l'Afrique du Sud est montée en flèche, et une grande partie du réseau international de lutte contre l'*apartheid* a sombré dans le découragement. À l'intérieur du pays, le régime avait remporté une énorme victoire en obtenant l'appui massif de l'électorat blanc pour sa nouvelle Constitution, qui instaurait un Conseil du président et un Parlement formé de trois chambres séparées. Même si la nouvelle formule faisait totalement abstraction de la majorité africaine et en dépit du fait qu'elle ait été rejetée en bloc par les Indiens et les Métis, le gouvernement croyait sérieusement que ce remaniement constitutionnel paralyserait l'opposition intérieure.

S'érigeant en pacificateur de l'Afrique australe, Pretoria s'est ensuite mis à menacer de faire subir au Zimbabwe, au Lesotho et au Botswana des "ravages économiques" s'ils n'acceptaient pas de signer eux aussi des pactes de sécurité comparables.<sup>18</sup> Peu de temps après, le gouvernement passait outre à l'Accord de Lusaka, prétextant une violation du